



Pour diffusion immédiate : 13/01/2026

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL PRÉSENTE DES PROPOSITIONS VISANT À
PROTÉGER LES NEW-YORKAIS CONTRE LES ATTAQUES IRRRESPONSABLES
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

Instaurer le droit d'intenter une action en justice contre des agents fédéraux pour violation de la Constitution

Protéger les New-Yorkais contre les agents fédéraux dans les lieux sensibles

Assurer la prise en compte de chaque New-Yorkais dans le recensement de 2030

Protéger les agriculteurs new-yorkais contre les perturbations causées par les droits de douane fédéraux

Améliorer la campagne de soutien aux étudiants emprunteurs de New York

Renforcer le filet de sécurité alimentaire de New York

Protéger l'accès à des soins de santé abordables et de haute qualité ; réduire le coût des médicaments ; et garantir l'accès à la vaccination

La gouverneure Hochul a présenté aujourd'hui de nouvelles propositions visant à protéger les New-Yorkais contre les attaques irresponsables du gouvernement fédéral dans son discours sur l'état de l'État 2026. Alors que les républicains de Washington continuent d'augmenter les coûts, de supprimer les aides à la santé et à l'alimentation, et de restreindre les droits et libertés des New-Yorkais, la gouverneure Hochul annonce des mesures supplémentaires visant à soutenir et à défendre les familles de travailleurs dans tout l'État. La gouverneure Hochul a été claire : l'État de New York ne peut pas compenser toutes les coupes budgétaires imposées par Washington, mais nous continuerons à défendre les familles new-yorkaises contre ces attaques.

La gouverneure Hochul a déclaré : « Aujourd'hui, New York est confrontée à de forts vents contraires en raison des actions irresponsables des républicains de Washington. Qu'il s'agisse de protéger les New-Yorkais contre une intensification sans précédent des mesures fédérales en matière d'immigration, de garantir l'accès des familles aux soins de santé ou de soutenir les petites entreprises qui subissent de plein fouet les

effets des droits de douane imposés par le président Trump, je continuerai à défendre les New-Yorkais, quelle que soit la situation au niveau fédéral. »

Instaurer le droit d'intenter une action en justice contre des agents fédéraux pour violation de la Constitution

Avec une intensification sans précédent des mesures répressives fédérales en matière d'immigration, les communautés à travers les États-Unis sont ébranlées par des pratiques brutales qui seraient contraires aux droits constitutionnels.

Afin de protéger les communautés à travers l'État et de garantir la responsabilité en cas de violation des droits constitutionnels, la gouverneure Hochul proposera une législation qui offrira aux New-Yorkais un moyen clair de demander justice lorsque leurs droits sont bafoués.

La proposition autorise toute personne à intenter une action civile au niveau de l'État contre les agents fédéraux qui violent les droits constitutionnels des New-Yorkais, conformément aux mêmes normes juridiques qui existent déjà ailleurs dans la loi. Il convient de noter que les agents de l'État et des collectivités locales sont déjà soumis à ces normes, notamment au régime de l'immunité qualifiée, qui protège les agents des forces de l'ordre lorsqu'ils agissent dans le cadre d'un droit clairement établi. Cette législation permettrait d'assurer la responsabilité des agents fédéraux en vertu de ces normes. En harmonisant le droit de l'État avec les dispositifs fédéraux existants en matière de droits civiques, cette proposition consolide les garanties constitutionnelles et permet aux New-Yorkais de disposer d'un recours juridictionnel effectif en cas d'abus inconstitutionnel de l'autorité fédérale sur le territoire de l'État de New York.

Protéger les New-Yorkais dans les lieux sensibles

Pendant des décennies, la politique fédérale menée par les deux partis a limité les mesures d'application de la loi en matière d'immigration civile sans mandat dans les lieux sensibles tels que les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte. De récents changements au niveau fédéral ont remis en cause ces protections, perturbant la sécurité publique, les communautés scolaires, l'accès aux soins et la confiance dans des institutions essentielles.

Les New-Yorkais devraient pouvoir fréquenter l'école, accéder à des services de garde d'enfants, bénéficier de soins médicaux et pratiquer leur culte en toute tranquillité. La gouverneure Hochul proposera un texte législatif afin d'assurer la protection des lieux sensibles contre l'exécution des mesures civiles en matière d'immigration sans mandat judiciaire. Cette mesure contribuera à assurer la stabilité des enfants et des familles dans les espaces communautaires essentiels.

Faire en sorte que chaque New-Yorkais compte

Le recensement décennal constitue le fondement de la représentation politique de l'État de New York et de son financement fédéral. À la suite du recensement de 2020, l'État a perdu un siège à la Chambre des représentants des États-Unis avec une marge de seulement 89 résidents, l'une des marges les plus faibles de l'histoire. Le fait de ne pas

recenser correctement les habitants de l'État de New York réduit directement l'influence de l'État à Washington et compromet l'accès à sa part équitable des milliards de dollars de financements fédéraux destinés aux routes, ponts, hôpitaux et écoles, ainsi qu'à des programmes vitaux pour les familles, tels que Medicaid, SNAP et WIC.

Alors que le gouvernement fédéral annonce un transfert de responsabilité des opérations de recensement aux États, la gouverneure Hochul lancera rapidement le processus de planification du recensement afin de garantir que New York obtienne sa juste part des ressources fédérales et que chaque communauté soit représentée de manière adéquate à Albany et à Washington pour la décennie à venir. Elle prendra des mesures proactives pour s'assurer que tous les New-Yorkais, y compris les populations historiquement difficiles à recenser telles que les résidents à faibles revenus, les enfants de moins de cinq ans et les locataires, soient pleinement représentés. Concrètement, elle sera chargée de :

- Mettre en place une commission nationale du recensement chargée de la planification stratégique, de la coordination et de la sensibilisation communautaire
- Identifier un planificateur principal pour l'État afin de diriger les efforts de planification et de coordonner le travail entre les agences
- Inviter les agences et les organisations communautaires à mener des actions de sensibilisation du public et à instaurer un climat de confiance, en particulier dans les quartiers difficiles à recenser
- Soutenir les comtés, les villes, les cantons et les gouvernements tribaux dans la mise à jour des adresses locales du recensement (Local Update of Census Addresses, LUCA), en veillant à ce que chaque résidence soit cartographiée avec précision. En 2020, les efforts de LUCA ont permis de garantir plus de 800 00 [sic] adresses

Protéger les agriculteurs new-yorkais contre les perturbations causées par les droits de douane fédéraux

L'agriculture est un pilier de l'économie de New York, mais la politique tarifaire inappropriée du gouvernement fédéral menace la compétitivité de nos agriculteurs. En provoquant des conflits commerciaux avec des partenaires internationaux clés tels que le Canada et le Mexique, les mesures fédérales ont entraîné une augmentation du coût des ressources essentielles, telles que les semences, les engrais et les machines nécessaires, tout en créant une instabilité sur les marchés. Bien que l'USDA ait récemment annoncé un programme d'aide national, celui-ci présente des lacunes fondamentales pour l'État de New York, car il ne prévoit aucune aide significative pour les cultures spécialisées et le secteur laitier.

Pour remédier à ce problème causé par le gouvernement fédéral, la gouverneure Hochul propose le programme « Agricultural Resiliency Against Tariffs » (Résilience agricole face aux droits de douane), qui prévoit le versement de 30 millions de dollars en paiements directs aux producteurs de cultures spécialisées, aux éleveurs de bétail et aux producteurs laitiers de New York. Cette initiative permettra de distribuer rapidement

l'aide indispensable pour compenser la hausse des coûts causée par les droits de douane. Ce programme renforce l'engagement de New York envers notre communauté agricole, tout en préservant les emplois locaux et en garantissant à nos agriculteurs la sécurité nécessaire pour être compétitifs sur un marché mondial instable.

Améliorer la campagne de soutien aux étudiants emprunteurs de New York

Les modifications apportées par le gouvernement fédéral à la politique en matière de prêts étudiants suppriment les options de remboursement existantes et imposent des restrictions à l'accès des étudiants aux prêts à compter de 2026. Le milieu du crédit est devenu extrêmement complexe pour les emprunteurs actuels et futurs. La gouverneure Hochul annoncera l'extension des services du Programme d'assistance aux consommateurs en matière de dette étudiante (Education Debt Consumer Assistance Program, EDCAP), afin d'aider les emprunteurs à mieux comprendre les moyens de s'orienter dans un cadre réglementaire de plus en plus complexe lié aux prêts étudiants, et ainsi éviter les situations de défaut de paiement ou s'en remettre.

EDCAP — le premier programme d'assistance aux consommateurs en matière de prêts étudiants du pays, qui a permis aux New-Yorkais d'économiser 48 millions de dollars depuis sa création en 2019 — lancera une campagne ambitieuse visant à atteindre, accompagner et informer des milliers d'emprunteurs de prêts étudiants en situation d'impayés ou sur le point de l'être. Cette initiative reposera sur des partenariats directs avec les collèges et universités, en mettant l'accent sur les établissements publics, afin de déployer un modèle de triage solide combinant des webinaires, des outils d'auto-formation et un accompagnement individualisé. Le Département des services financiers (Department of Financial Services) élaborera également un nouveau programme éducatif visant à informer les particuliers sur les prêts abusifs et à renforcer les efforts de sensibilisation des consommateurs. Ensemble, ces mesures aideront les étudiants emprunteurs à se conformer aux règles en constante évolution, à accéder à des services d'aide pour sortir de la situation de défaut de paiement et s'en remettre, et à éviter les pratiques de prêt abusives.

Renforcer le filet de sécurité alimentaire de New York

La récente paralysie du gouvernement fédéral a rappelé à la nation à quel point notre filet de sécurité alimentaire est précaire et combien de New-Yorkais sont confrontés à l'instabilité alimentaire. En réponse à la paralysie, le gouverneur Hochul a débloqué en urgence 65 millions de dollars supplémentaires pour les programmes d'aide alimentaire qui fournissent des repas à des dizaines de milliers de New-Yorkais dans le besoin.

Afin de poursuivre ces actions et de renforcer davantage notre système alimentaire d'urgence, la gouverneure Hochul annonce aujourd'hui des investissements supplémentaires dans le programme de prévention de la faim et d'aide nutritionnelle (Hunger Prevention and Nutrition Assistance Program, HPNAP) du Département de la santé (Department of Health, DOH), qui aidera le réseau new-yorkais d'environ 2 700 banques alimentaires, garde-manger et soupes populaires à venir en aide à davantage de New-Yorkais dans le besoin. De nouvelles ressources permettront de renforcer et

d'étendre les opérations, afin d'offrir des options plus saines à un plus grand nombre de personnes.

La gouverneure Hochul procédera également à la modernisation des cartes EBT de l'État de New York en les dotant d'une technologie sécurisée à puce, les rendant pratiquement invulnérables aux opérations de skimming (piratage par lecture frauduleuse) à grande échelle. Alors que l'administration fédérale cherche à priver autant de New-Yorkais que possible de leurs prestations SNAP et ferme les yeux sur des criminels qui détournent une aide alimentaire pourtant essentielle aux ménages les plus vulnérables, le passage à des cartes EBT à puce contribuera à protéger les fonds SNAP sur lesquels les New-Yorkais comptent pour nourrir leur famille.

Protéger des soins de santé de haute qualité et abordables

Bien que l'État affiche l'un des taux de non-assurance les plus bas du pays, les récentes mesures fédérales menacent la pérennité de l'accessibilité financière et physique de la couverture santé à New York. Les coupes budgétaires fédérales dans le programme Essential Plan de New York, qui s'élèvent à 7,5 milliards de dollars, soit plus de la moitié du financement annuel du programme, compromettent la viabilité future de ce dernier. L'expiration des crédits d'impôt fédéraux améliorés pour les primes signifie que 140 000 New-Yorkais paieront 40 % de plus pour leurs primes en 2026. Pris dans leur ensemble, ces politiques fédérales risquent d'anéantir plus d'une décennie de progrès en matière d'accès à une couverture santé abordable pour les New-Yorkais.

Afin de préserver les acquis obtenus de haute lutte, la gouverneure Hochul demandera au Département de la santé de prendre des mesures pour protéger et renforcer la couverture existante et d'étudier de nouvelles options de couverture. Afin d'atténuer les pertes de couverture, la gouverneure Hochul a demandé au DOH de soumettre une demande aux Centers for Medicare and Medicaid Services afin de rétablir l'Essential Plan en tant que programme de santé de base, une mesure qui permettra de préserver la couverture de 1,3 million de New-Yorkais pour lesquels ce programme sans prime est une bouée de sauvetage essentielle. Pour les 450 000 New-Yorkais qui perdront leur couverture Essential Plan actuelle lors de cette transition, la gouverneure Hochul chargera le département de négocier avec le gouvernement fédéral afin de concevoir et de mettre en œuvre des options de couverture abordables pour garantir un accès continu à des soins de santé abordables aux personnes touchées par les coupes budgétaires fédérales.

Tirer parti du pouvoir d'achat de New York pour réduire les coûts des médicaments

Depuis le transfert, en 2023, du volet pharmaceutique de Medicaid de l'État de New York vers le programme rationalisé NYRx — qui a permis à l'État d'obtenir plus de 600 millions de dollars de nouveaux rabais sur les médicaments — New York est devenu un chef de file national en matière de gestion et de réforme des prestations pharmaceutiques. Toutefois, compte tenu de la taille de l'État et de son poids sur le marché, les rabais supplémentaires de New York — c'est-à-dire les remises négociées

par l'État dont bénéficie Medicaid en plus des rabais imposés au niveau fédéral — demeurent seulement dans la moyenne nationale, tandis que les prix des médicaments continuent d'augmenter fortement à l'échelle du pays.

Afin de lutter contre la hausse persistante des prix des médicaments et de tirer parti du pouvoir d'achat de l'État de New York, la gouverneure Hochul chargera le Département de la santé d'identifier et de cibler certaines catégories de médicaments onéreux afin de mener des négociations directes avec les fabricants et d'obtenir de meilleures remises pour l'État. Cette mesure permettra au programme Medicaid de réaliser des économies substantielles à un moment où les coupes budgétaires fédérales exercent une forte pression sur les coûts, tout en jetant les bases d'initiatives futures visant à réduire les prix des médicaments dans tout l'État.

Protéger l'accès à la vaccination

Les politiques de vaccination de New York s'appuient sur les calendriers vaccinaux fédéraux qui, sous l'administration actuelle, sont de moins en moins fondés sur des données scientifiques. Cela crée une incertitude pour les écoles, les prestataires de soins de santé et les New-Yorkais en général ; cela met également en danger la santé de nos communautés et, dans certains cas, augmente les coûts pour les patients.

Afin de garantir la sécurité des New-Yorkais et de préserver leur budget, la gouverneure Hochul proposera une législation visant à permettre à l'État de New York de définir ses propres normes de vaccination en fonction des données scientifiques reconnues et des besoins en matière de santé publique. La proposition autorisera le commissaire à la santé, en consultation avec des organisations médicales reconnues, à établir des exigences en matière de vaccination qui guideront l'admissibilité à l'école, la pratique clinique et la couverture d'assurance. Cela permettra d'apporter plus de clarté aux prestataires et aux assureurs, de protéger l'accès aux vaccins et de renforcer la santé publique dans tout l'État.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)